

**Une évaluation du nouvel  
indicateur de progrès social  
(Social Progress Index ou SPI)**

**par plusieurs membres  
du Forum pour d'Autres  
Indicateurs de Richesses (FAIR)**

**Mai 2015**

**Isabelle Cassiers**

**Jean Gadrey**

**Florence Jany-Catrice**

**Dominique Méda**

**Géraldine Thiry**

## Présentation du dossier

**Dominique Méda**

L'ouvrage de Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, publié en 2005, l'avait mis en évidence : la production d'indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB était en pleine expansion depuis la fin des années 1990, notamment dans les pays d'Amérique du Nord. Depuis, la tendance n'a cessé de se confirmer, et même de s'amplifier : on ne compte plus les indices de bien-être, de progrès, de bonheur... élaborés par des associations ou des organisations internationales puissantes (pensons à *l'Epargne Nette Ajustée* de la Banque Mondiale, à *l>Inclusive Wealth Index* du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, au *Better Life Index* de l'OCDE...).

Malgré la réticence de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (dite Commission Stiglitz) vis-à-vis des indicateurs synthétiques, la production récente a donc été foisonnante. Production d'indices, bien sûr, mais aussi production concomitante de visions du monde, de manières radicalement différentes de représenter le monde. Le Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse (FAIR), réuni à l'occasion de la mise en place de la Commission Stiglitz, s'est investi, depuis sa création, dans l'analyse attentive de la fabrique de ces indicateurs.

Très récemment, a été présenté au monde un nouveau venu, *le Social Progress Index*, qui semble avoir bénéficié de tous les soins et de toutes les protections : porté par de nombreux spécialistes du sujet, son entrée dans le débat public a été très préparée et de nombreux articles de presse lui ont été consacrés. FAIR a publié [un communiqué](#) synthétisant les principales réactions que suscite cet indicateur. Mais plusieurs de ses membres ont souhaité approfondir le débat, préciser les arguments résumés dans cette première analyse. Ce sont ces contributions, qui convergent sur l'essentiel mais avec des nuances dans les appréciations critiques, qui sont présentées dans ce dossier.

## **Le Social Progress Index : forces et ambiguïtés d'un nouveau venu**

**Isabelle Cassiers<sup>1</sup> et Géraldine Thiry<sup>2</sup>**

La récente publication de l'Indice de Progrès social 2015 (Social Progress Index, ci dessous SPI<sup>3</sup>) a suscité un engouement médiatique remarquable<sup>4</sup>. Ce tout jeune indice, progressivement façonné depuis 2013 à l'initiative d'un consortium privé, a pour ambition de fournir "un cadre de mesure robuste et holistique de la performance sociale et environnementale des nations qui puisse être utilisé par les dirigeants au sein des gouvernements, des entreprises et de la société civile pour étalonner les performances et accélérer le progrès"<sup>5</sup> ; selon ses auteurs il constituerait même "le premier cadre global pour la mesure du progrès social qui soit indépendant du PIB et lui soit complémentaire"<sup>6</sup>. Nous synthétisons ici notre appréciation des principales qualités et faiblesses de l'indice, et de ses apports spécifiques parmi la multitude d'indicateurs déjà existants<sup>7</sup>.

### **1 Un indice de plus pour un message déjà bien connu**

Contrairement à l'annonce de ses auteurs, volontiers reprise (et simplifiée) par la presse, le SPI est très loin d'être la première alternative au PIB<sup>8</sup>. Il s'inscrit au contraire dans une longue lignée d'indicateurs complémentaires ou alternatifs, synthétiques ou composites, monétarisés ou non, présentant chacun divers avantages et inconvénients, et faisant pour la plupart l'objet de nombreux travaux et discussions entamés il y a plusieurs décennies<sup>9</sup>. Les indices de Développement humain, de Santé sociale, de Progrès véritable ou de Bonheur national brut en sont quelques exemples parmi d'autres.

Les messages principaux médiatisés par les auteurs du SPI<sup>10</sup> sont connus depuis bien longtemps : le développement n'est pas à confondre avec la croissance économique ; la corrélation entre PIB et progrès ou santé social(e) s'affaiblit au fur et à mesure que le PIB s'accroît. Comment se fait-il que la presse accueille ce message comme une nouveauté ?

### **2 Un réseau puissant qui pourrait largement diffuser l'usage du SPI**

La nouveauté du SPI réside selon nous dans la puissance du réseau dont il émane. Nous avons abondamment souligné dans nos travaux que la marche "au-delà du PIB" requiert non seulement la construction statistique d'une alternative, mais encore l'affirmation de groupes

---

<sup>1</sup> Professeur à l'Université catholique de Louvain (UCL, Belgique), Chercheur qualifié du Fonds national (belge) de la recherche scientifique, membre du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR).

<sup>2</sup> Chargée de recherche et de cours à l'UCL, membre de FAIR.

<sup>3</sup> <http://www.socialprogressimperative.org/data/spi>

<sup>4</sup> 694 articles de presse sur le sujet au cours du seul mois d'avril 2015, cf. Google actualités, consulté le 30 avril.

<sup>5</sup> *Executive summary*, p.3, nous traduisons.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Ce premier point développe notre interview au journal Le Soir du 18 avril 2015.

<sup>8</sup> A titre d'exemple, voir Le Monde, "[L'indice qui calcule autrement la prospérité d'un pays](#)", 13 Avril 2015.

<sup>9</sup> Notamment par les membres de FAIR, et par certains d'entre eux bien avant la création de ce forum en 2008.

<sup>10</sup> Voir [conférence TED](#) sur ce sujet.

sociaux ou la constitution de jeux d'alliance porteurs d'une telle alternative<sup>11</sup>. Le *Social Progress Imperative Network* provient d'un partenariat entre des grandes entreprises, des autorités locales au sein de plusieurs pays, des personnalités en vue, quelques associations ; il est en outre soutenu par des fondations bien dotées. Cela pourrait lui conférer la capacité de prendre la main sur le débat en cours quant à la mesure du progrès social, et sur la mise en œuvre concrète des indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB. Ce fait même incite à la plus grande vigilance : la conception du progrès social véhiculée par le SPI répond-elle bien à l'aspiration des populations qui seront affectées par sa mise en œuvre ? Nous reviendrons sur ces questions au point 7.

### **3 Une bonne base méthodologique, malgré des lacunes patentes**

La base méthodologique du SPI dérive d'une conception large du progrès social, conçu comme "l'aptitude d'une société à répondre aux besoins humains fondamentaux de ses citoyens, à établir les composantes qui permettent aux citoyens et aux communautés d'améliorer et de maintenir la qualité de leur vie, et à créer les conditions permettant à chaque individu d'atteindre son plein potentiel"<sup>12</sup>.

Les quatre *principes* méthodologiques qui président à la construction du SPI nous semblent excellents (même si leur mise en œuvre s'avère très discutable sur certains points comme nous le verrons plus loin) :

- Porter la focale sur des variables sociales et environnementales, à l'exclusion de toute approximation économique (variable monétarisée), le trop fréquent mélange de ces ordres engendrant une confusion entre causes et effets.
- Prendre en compte uniquement des *résultats* (qui seuls comptent pour les populations) et non les moyens pour les atteindre (inputs, ou dépenses), conformément au point précédent.
- Être holistique et pertinent pour tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres, en couvrant les nombreux aspects de la santé d'une société, quelle qu'elle soit.
- Se prêter à une mise en œuvre par les dirigeants et praticiens au sein des gouvernements, des entreprises et de la société civile pour guider et accélérer l'exécution des politiques et programmes en matière de progrès social.

Comme l'indique le schéma ci-dessous, l'indice global (obtenu pour 133 pays réunissant 94% de la population mondiale) se décompose en trois dimensions et douze sous-dimensions. Chacune de celles-ci mobilisant entre trois et cinq indicateurs, le canevas d'ensemble incorpore 52 indicateurs.

---

<sup>11</sup> Voir Cassiers I., et Thiry, G. (2011), "Du PIB aux nouveaux indicateurs de prospérité : les enjeux d'un tournant historique", in Cassiers *et alii.* (2011), *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, Ed. de l'Aube ; et Voir ce point Thiry, G. *et al.* (2014), « Ce que révèlent les discours des acteurs officiels sur un au-delà du PIB »

<sup>12</sup> *Executive summary*, p.4, nous traduisons.

Indice de progrès social		
Besoins primaires	Fondements du bien-	Opportunités
Alimentation et soins médicaux	Accès aux connaissances de base	Droits personnels
Eau et assainissement	Accès à l'information et à la communication	Liberté et choix individuels
Logement	Santé	Tolérance et inclusion
Sécurité personnelle	Soutenabilité des écosystèmes	Accès à une éducation avancée

Ces caractéristiques font du SPI un outil capable simultanément de transmettre un message de synthèse (indice composite) et de renseigner sur des dimensions spécifiques (comparaison ou évolution de chacune des composantes). La grande transparence du SPI (l'annexe du rapport détaille chaque indicateur et renvoie aux sources ; un rapport méthodologique est disponible en ligne) autorise l'appréciation critique et la mise en débat de ses options. Cette qualité permettra peut-être de corriger progressivement quelques lacunes patentes dans la mise en œuvre des principes méthodologiques, les auteurs du rapport annonçant un processus d'amélioration permanent et appelant les commentaires de leurs vœux<sup>13</sup>.

#### 4 Déficience de la dimension environnementale

Parmi différentes failles méthodologiques (que nous ne pouvons pas toutes détailler ici), c'est la prise en compte des atteintes à l'environnement qui nous semble la plus flagrante, dans le cadre d'un indice qui prétend rendre compte de "la performance sociale et *environnementale* des nations"<sup>14</sup> et s'imposer comme "*cadre global* complémentaire au PIB"<sup>15</sup>. Ce biais exerce une influence majeure sur le classement des pays et sur le message global transmis par l'indice.

Où sont les failles ? D'une part, la mesure de la soutenabilité de l'écosystème se réduit ici à *une* dimension parmi douze (trois indicateurs parmi cinquante deux)<sup>16</sup>, alors que les menaces qui pèsent sur notre avenir requerraient la prise en compte plus systématique de seuils critiques dans plusieurs champs de l'écosystème. D'autre part le SPI retient, pour chaque territoire, les émissions liées à la *production* plutôt que celles liées à la *consommation*, ce qui est particulièrement indulgent vis-à-vis des pays "gros consommateurs" (comme les États-Unis), souvent importateurs, et sévèrement pénalisant vis-à-vis des pays plus pauvres, dont la production est principalement destinée à l'exportation vers les pays riches.

Enfin, les émissions sont mesurées par unité de PIB et non par habitant, ce qui apporte aux pays riches un deuxième biais très favorable et éthiquement très discutable.

<sup>13</sup> Executive summary p.5 ; [feedback@social-progress.org](mailto:feedback@social-progress.org)

<sup>14</sup> Executive summary, p.3, nous traduisons et soulignons.

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> Emissions de gaz à effet de serre (en équivalents CO<sub>2</sub> par PIB) ; extraction d'eau en pourcentage des ressources ; biodiversité et habitat. On peut éventuellement y ajouter les deux indicateurs d'impacts sanitaires de la pollution de l'air.

## 5 Classement "politiquement correct"

Sachant que le fondement de la recherche d'indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB - fondement auquel le SPI adhère pleinement - est le constat de l'inadéquation du PIB comme révélateur du développement (humain et durable), il est surprenant qu'un indice présenté comme "le premier cadre global pour la mesure du progrès social qui soit indépendant du PIB" ne bouscule pas davantage le classement des pays. Certes, dans la comparaison des rangs selon le PIB par tête en parité de pouvoir d'achat ou selon le SPI, les Etats-Unis perdent quelques galons (du rang 9 au rang 16) tandis que d'autres pays tel le Costa Rica remontent allégrement l'échelle. Il n'empêche : les dix lauréats du SPI figurent parmi les onze premiers en termes de PIB par tête et presque tous les pays occidentaux sont classés dans les catégories de progrès social élevé ou très élevé. Or leur modèle de développement est radicalement non soutenable sur le plan écologique... On retrouve ici les effets d'une mesure déficiente de la soutenabilité au sein de l'indice.

## 6 Un message ambigu

L'ambiguïté du message qui en résulte est évidente. Dans les chiffres, la confusion provient de la mauvaise prise en compte de la contrainte écologique et de quelques autres facteurs de progrès social.

Plus fondamentalement, cette ambiguïté réside dans la posture incertaine du *Social Progress Imperative* qui semble inconfortablement assis entre deux chaises : l'abandon ou non de la confiance dans les vertus du PIB et de sa croissance. Si la construction du SPI s'autonomise totalement vis-à-vis du PIB et de toute variable économique, le rapport nous laisse entendre, à de nombreuses reprises, que la finalité ultime du progrès social est la "croissance inclusive"<sup>17</sup>. Chassée par la porte, la croissance du PIB revient par la fenêtre. Et ici le serpent se mord la queue : à quoi bon se détourner des moyens (dépenses, *inputs*, variables monétarisées) et se centrer sur les résultats tangibles (*outcomes*) si la finalité ultime nous ramène au moyen conventionnel (la croissance du PIB, fut-elle inclusive) ?

## 7 Une mise en œuvre à tenir à l'œil

Comme nous l'avons suggéré au point 2, la grande force du SPI est sans doute son ancrage dans un réseau international, regroupant de nombreux acteurs privés, publics et de la société civile organisée. Le SPI semble promis à un (très) large usage, à la hauteur des ambitions de ses promoteurs : l'appliquer à tous les niveaux et à toutes les échelles, de l'entreprise multinationale à l'entité politique supranationale, des municipalités aux petites entreprises, des régions aux pays. S'il parvient à esquisser une mise en cohérence des attentes et besoins des acteurs aux niveaux micro, meso et macro (économique, social et politique), il pourrait permettre un réel basculement "au-delà du PIB". La vigilance est donc de mise : ce basculement répondra-t-il aux aspirations des populations ?

Les exemples de mise en œuvre du SPI exposés dans le rapport soulèvent diverses questions qui mériteraient un examen approfondi. Nous nous contentons ici d'évoquer brièvement celles que suscitent d'emblée deux cas d'application, l'un au niveau micro et l'autre au niveau macro : la mise en œuvre du SPI par Coca-Cola en Amazonie et le processus collaboratif établi entre l'Union européenne et le *Social Progress Imperative*. Dans le premier cas, la motivation de Coca-Cola repose semble-t-il sur la mise en pratique de la *shared value*, définie comme "l'ensemble des politiques et pratiques opérationnelles qui accroissent la compétitivité d'une firme tout en améliorant les conditions économiques et sociales des communautés au sein

---

<sup>17</sup> L'expression y apparaît 14 fois.

desquelles l'entreprise opère "<sup>18</sup>. Dans la difficulté de concilier des registres potentiellement opposés (compétitivité de la firme ; conditions des communautés), lequel prendra le dessus ? L'intérêt de la Commission européenne pour le SPI invite, quant à lui, à réinterroger la conception du "développement inclusif" porté par l'Union européenne – est-elle bien représentative des projets de société des populations européennes ? – et à mesurer l'impact que pourrait avoir sur celles-ci l'usage du SPI comme outil-clé dans l'allocation d'aide financière aux régions défavorisées de l'Union européenne.

A ceux qui aimeraient exprimer leur inquiétude face aux ambiguïtés du SPI et de ses usages, ou rappeler le caractère essentiel d'une prise en compte adéquate de l'avis des populations dans tout indicateur de progrès social, la possibilité est fort heureusement offerte de se faire entendre : [feedback@social-progress.org](mailto:feedback@social-progress.org).

---

<sup>18</sup> <https://hbr.org/2011/01/the-big-idea-creating-shared-value>

## **Le nouvel « indice de progrès social » va-t-il devenir le principal indicateur alternatif européen et mondial, en dépit de ses énormes biais ?**

**Jean Gadrey**

Les raisons qui expliquent qu'un indicateur l'emporte (médiatiquement et politiquement), en particulier comme référence internationale, alors que beaucoup d'autres sombrent assez vite dans l'oubli, sont multiples. Elles ne tiennent pas qu'à ses qualités statistiques intrinsèques (qualité des méthodes et des données, transparence, etc.), ni à la pertinence des enjeux qu'il couvre ou prétend couvrir. Beaucoup d'indicateurs disposant de ces qualités n'ont pas acquis de véritable notoriété mondiale et sont restés confinés dans des réseaux de chercheurs et d'acteurs n'ayant pas assez de poids pour les imposer au plus haut niveau.

Ce qui est en réalité décisif, dès lors que la qualité statistique et un minimum de pertinence des enjeux recouverts sont au rendez-vous, est d'une part la force des « réseaux d'intéressement » qui se constituent autour de cette innovation, une force qui en assure la promotion, en particulier auprès de « décideurs » influents. C'est d'autre part le fait que cette innovation parvient, moyennant ce « marketing », à donner envie, à séduire, ou à rencontrer des attentes, en particulier celles de ces décideurs, quand bien même l'indicateur aurait de sérieuses imperfections, souvent cachées.

Toutes ces conditions semblent réunies dans le cas du jeune indicateur SPI (Social Progress Index), dont la première édition date de 2014 et dont l'édition 2015 a été publiée en avril. Le projet a été lancé en 2009. On peut même envisager qu'il prenne la place du seul indicateur de ce type ayant accédé dans les années 1990 à un statut de référence mondiale : l'IDH, indicateur de développement humain du PNUD. Il faut dire que les modifications introduites en 2010 dans ce dernier ont largement contribué à le rendre incompréhensible, alors qu'il avait été conçu, en 1990, avec un objectif de simplicité et d'accessibilité. Mais on peut aussi penser que, vingt ans plus tard, un indicateur aussi fruste à trois ou quatre variables, dont l'une est le PIB par habitant, n'est plus à la hauteur des exigences alors que les statistiques sur bien d'autres indicateurs sociaux ont beaucoup progressé.

Sur le plan statistique, le travail effectué pour mettre au point le SPI est sérieux, assez transparent, et ambitieux. Un gros rapport de 160 pages l'explique et d'autres fichiers de données sont accessibles en ligne. Cet indicateur synthétique ou composite effectue une « moyenne » (selon une méthode très classique de normalisation entre 0 et 100 sur laquelle je passe) de 52 indicateurs sociaux et environnementaux, et ce pour 133 pays du monde. Ces variables sont regroupées en trois grandes dimensions, chacune regroupant plusieurs « composantes », et chaque composante rassemblant plusieurs indicateurs.

Point essentiel : cet indicateur fait le choix judicieux 1) de ne pas faire figurer le PIB par habitant (ou une variante) comme l'un des critères de progrès social, et 2) de ne pas recourir (comme dans les « PIB verts » par exemple), à des indicateurs monétarisés.

Les trois grandes dimensions (et leurs composantes entre parenthèses) sont les suivantes : 1) besoins humains de base (alimentation et soins médicaux de base, eau et assainissement, logement, sécurité personnelle) ; 2) fondements du bien-être (accès aux connaissances de base, accès à l'information et aux communications, santé, soutenabilité des écosystèmes) ; 3) « opportunités » (droits personnels, libertés et choix personnels, tolérance et inclusion, accès à une éducation avancée).



## CET INDICATEUR A DES CHANCES DE L'EMPORTER POLITIQUEMENT...

Pour se faire une idée des réseaux d'intéressement de cet indicateur, il suffit de lire les six pages serrées de remerciements par lesquelles commence le rapport : c'est « du lourd ». Ces pages constituent à elles seules un argument de « vente » incomparable en directions des grands décideurs publics et privés, mais aussi en direction du monde académique (on y retrouve une bonne partie des membres de la commission Stiglitz, avec beaucoup d'autres), atout majeur pour asseoir une légitimité. Atout suivant : de grandes firmes multinationales, ou leurs fondations, sont dans le coup, et certaines ont leurs logos sur le rapport, témoignant de leur « investissement », dont Cisco, Deloitte et la fondation Rockefeller, et d'autres très actives en Amérique du sud, où cet indicateur est déjà bien installé (il a par exemple été mis en place dans 772 municipalités au Brésil). Dernier atout : Michael Porter, qui préside le projet, ses réseaux de grand consultant de grandes entreprises, et les réseaux de la Harvard Business School.

Les relais européens sont pour l'instant nettement plus faibles, mais une bonne tête de pont a été ciblée : la commission européenne via sa DG régions. Ce que nombre d'acteurs européens demandaient depuis longtemps semble désormais en passe d'advenir : cet indicateur serait utilisé à l'avenir, à la place ou en complément du PIB par habitant, pour distribuer des aides aux régions (63 milliards d'euros).

Il s'agit donc d'une « success story » qui n'en est sans peut-être qu'à ses débuts. Curieusement, alors que beaucoup de membres de la Commission Stiglitz font l'objet de remerciements chaleureux, le principe même de cet indicateur est un camouflet pour cette commission, qui avait refusé, en dépit des demandes d'une petite minorité de ses membres (dont j'étais), de proposer des indicateurs synthétiques ou composites de ce type (même l'IDH était vivement critiqué) au motif que leur construction comme « moyenne » d'indicateurs multiples non monétaires était « arbitraire »...

### ... ET POURTANT IL EST TRES CRITIQUABLE

Aucun indicateur synthétique n'est parfait, aucun ne peut donner satisfaction à tout le monde. Celui-ci a certains atouts. Mais des questions peuvent être posées. D'abord sur le collectif et le processus qui l'ont mis au point, avec quel degré de consultation ou d'intervention de citoyens non experts (je n'ai rien vu en ce sens). C'est apparemment une innovation d'experts. On est loin de « la démocratie des indicateurs ». Or pour évaluer « le progrès », ou ce qui compte le plus, les seuls experts ont forcément une vision partielle : la leur.

La seconde question, liée à la précédente, est encore plus importante. Elle porte sur le choix des 52 indicateurs censés refléter le progrès social (détails en annexe 1). C'est d'ailleurs là que devrait porter en priorité l'intervention citoyenne. En parcourant la liste, on perçoit vite des dominantes et des biais. Or cet aspect central de l'évaluation a tendance à disparaître totalement de la « communication » autour de cet indicateur (comme dans beaucoup d'autres cas), au bénéfice des seuls résultats obtenus, du classement des pays, etc. C'est pourtant là que se nichent en priorité les visions du « progrès social », les critères qui dominent et ceux qui sont absents ou marginaux. C'est le lieu par excellence de l'exercice de choix de société. Ils ne sont jamais neutres ni consensuels, et dans le cas présent ils sont même très orientés.

On observe d'abord une nette domination, dans une logique « anglo-saxonne » qui est également présente dans l'indicateur de « Better life index » de l'OCDE, du bien-être individuel sur le bien vivre collectif, sur les indicateurs « sociétaux », ceux d'inégalités notamment : on n'en trouve que deux, et ils portent tous les deux sur des inégalités éducatives (« Inequality in the attainment of education » et « Gender parity in secondary enrollment »). A nouveau, c'est un camouflet pour la commission Stiglitz, qui avait eu le mérite d'insister sur la nécessité d'accorder un grand poids aux inégalités (de revenu, de patrimoine, de santé...). Il n'y a rien non plus sur le chômage ou le chômage de longue durée, et rien sur les conditions de travail ou le travail décent au sens du BIT. Un seul indicateur seulement sur les inégalités entre les femmes et les hommes (« Gender parity in secondary enrollment »), donc rien sur les inégalités entre les sexes relatives au travail et à l'emploi. Rien non plus sur la protection sociale. Ces choix ne sont pas neutres, ils sont très contestables, et ils ne peuvent être que délibérés car, sur la plupart de ces enjeux, des indicateurs existent.

Conséquence prévisible n°1 : cet indicateur n'est pas « corrélé » au principal indicateur international d'inégalités de revenu, l'indice de Gini, comme le montre le graphique reproduit en annexe 3 du présent dossier. Les auteurs ont bien fait figurer une droite de corrélation sur le « nuage de points », mais en y regardant de près le coefficient de corrélation est tellement faible que cette droite n'a pas de sens.

Conséquence prévisible n°2 : les pays du modèle anglo-saxon (Nouvelle-Zélande, Canada, Australie, Royaume-Uni, Irlande, Etats-Unis), même s'ils sont moins bien classés que la plupart des pays scandinaves, s'en sortent plutôt bien du fait de l'absence de prise en compte des inégalités et de la solidarité (protection sociale), en tout cas mieux que la France (voir l'annexe 2 où l'on trouve le classement des 31 pays en tête).

Alors que les inégalités dans tous les domaines sont pratiquement absentes et donc sans influence sur l'indicateur synthétique, on a en revanche une pléthore d'indicateurs de libertés individuelles dont personne ne nie l'intérêt, mais dont le poids dans l'ensemble semble très excessif alors même que leur mesure est délicate et incertaine en dépit du bon travail d'ONG qui défendent à juste titre ces libertés : Press Freedom Index, Political rights, Freedom of speech, Freedom of assembly/association, Freedom of movement, Freedom of religion, Freedom over life choices, et, comme on pouvait s'y attendre, Private property rights (les droits de propriété privée).

On pourra toutefois apprécier la présence d'indicateurs de « tolérance » religieuse, vis-à-vis des homosexuels ou des immigrants, bien que ces indicateurs se fondent sur des enquêtes d'opinion dont la comparaison internationale est assez incertaine.

## LA PRISE EN COMPTE MARGINALE ET DEFECTUEUSE DE L'ECOLOGIE

Passons au rôle des indicateurs de « soutenabilité » environnementale, dans la mesure où les promoteurs du SPI le présentent comme un indicateur de progrès social *soutenable*. On est très loin du compte pour deux raisons. La première est celle du poids des indicateurs d'environnement dans l'ensemble des 52 indicateurs. En comptant large, on en trouve cinq, soit 10 % du total pour la soutenabilité écologique, beaucoup moins que pour les libertés individuelles. C'est un « indicateur » du poids que ces experts accordent à l'enjeu de la crise écologique. La deuxième raison renvoie à un débat plus fondamental : en voulant agréger dans un indicateur unique à la fois des variables de développement humain et social et des variables environnementales (par ailleurs en nombre très réduit), on tombe dans le panneau de

la possible substituabilité entre ces deux grandes composantes du « bien vivre durable ». On laisse par exemple à des pays la possibilité d'émettre des gaz à effet de serre bien au-delà d'un seuil critique pour l'humanité dès lors qu'ils « compensent » par de meilleures performances ailleurs.

Le résultat de ce choix ne se fait pas attendre : ce sont systématiquement les pays riches - qui sont aussi en tendance les plus pollueurs - qui se trouvent en tête du classement avec cet indicateur. Il existe certes entre ces pays des différences dignes d'intérêt, mais en minorant très fortement le poids des performances écologiques et en adoptant la principe de substitution, on se retrouve à l'opposé de la notion de soutenabilité forte, celle qui considère que le fait de rester sous des seuils écologiques critiques est non négociable, non compensable par des progrès éducatifs, sanitaires ou dans le domaine des libertés individuelles.

Il y a pire sur le plan écologique, mais il faut pour s'en apercevoir entrer dans le détail des définitions, des méthodes et des fichiers excel. S'agissant de l'indicateur environnemental qui devrait jouer un rôle très important, celui des émissions de gaz à effet de serre, on aurait au moins pu attendre le choix des émissions par habitant, incluant de préférence les émissions « importées » (ou empreinte carbone). Les architectes du SPI ont préféré, ce qui est assez scandaleux sur le plan éthique, les émissions par unité de PIB. Les Etats-Unis s'en sortent alors plutôt bien, pendant que des pays africains très pauvres, très faiblement émetteurs par habitant, sont très loin derrière eux, apparaissant comme deux à cinq fois plus émetteurs !

## CONCLUSION

Il y aurait bien d'autres questions à débattre, par exemple le poids important d'indicateurs « subjectifs » issus d'enquêtes d'opinion (huit en tout) dont on connaît les limites pour des comparaisons internationales, ou encore cette curiosité très « Harvard » qui fait figurer le nombre d'universités ayant un bon classement international comme critère de progrès, ce qui est une vision très élitiste de la qualité d'accès à de bonnes études supérieures dans un pays.

Au total, il ne semble pas que les qualités de cet indicateur l'emportent sur ce qui ressemble à l'exportation à l'échelle mondiale d'une vision experte étatsunienne du progrès, indifférente aux valeurs d'égalité et de solidarité, et accordant un poids marginal aux enjeux écologiques. Le problème est que ceux qui souhaiteraient mettre en avant un indicateur synthétique tenant vraiment compte des inégalités et plus généralement des « patrimoines de société », complété par un indicateur distinct de soutenabilité écologique forte, ont pour l'instant de fortes chances de perdre la partie face à un rouleau compresseur qui sait plaire au milieu des « élites » économiques et politiques mondialisées parce qu'il en est largement issu.

Mais la partie n'est pas forcément perdue, au moins en Europe. Des contre-pouvoirs existent. Des acteurs de la société civile, des ONG, et une partie des élus et des techniciens peuvent démontrer que l'adoption de cet indicateur en Europe n'est guère compatible avec l'idée d'une Europe sociale et tourne largement le dos aux objectifs d'une Europe écologique. Des alternatives existent, pouvant s'inspirer de « l'indicateur de santé sociale » développé et utilisé en France avec des expériences de participation citoyenne, et d'un indicateur synthétique de pression environnementale tel que l'empreinte écologique ou des variantes. Il faudrait que les débats sortent des cercles d'experts institutionnels et des « élites » qui nous ont plongés dans les crises.

## **Le SPI : indice de progrès social ou indicateur de libertés individuelles ?**

**Florence Jany-Catrice**

Braquer davantage le projecteur sur des données sociales, mobiliser ces données sociales pour mieux répartir des fonds structurels européens, voilà qui va dans le bon sens. C'est d'ailleurs une idée que je défends depuis quelques années, pour partie avec le réseau FAIR, mais aussi dans une littérature plus académique. Dans notre article pour la RERU (Revue d'économie régionale et urbaine) par exemple Grégory Marlier et moi faisons explicitement depuis 2012 une proposition en ce sens.

Cette deuxième version du SPI (2015 après la version 2014) fait grand bruit dans le monde médiatique. On peut y voir les ingrédients classiques de la quête de légitimation : ici l'université de Harvard (en particulier sa Harvard Business School) apparaît tout à la fois comme caution institutionnelle et caution académique.

Cet indicateur de progrès social a quelques vertus, parmi lesquelles celle d'être composite, de ne viser à mesurer « que » le progrès social (on y reviendra), d'avoir une architecture globale relativement compréhensible, et d'être accessible sur un site qui permet des comparaisons internationales très aisées.

Les inconvénients sont au moins aussi nombreux. Je me limite à les lister.

1) Le premier d'entre eux est que le SPI a été forgé par des réseaux d'experts, qui ont imaginé, à partir d'un cadre théorique particulier, une interprétation du progrès social. C'est une limite centrale pour qui considère que ces questions sont d'intérêt général : pourquoi les experts devraient-ils être les seuls à « dire » ce progrès ?

2) Le « progrès social », ainsi défini, a vocation à être universel et à classer tous les pays du monde (actuellement 133 pays, 94% de couverture mondiale...). Cela est une force et une faiblesse : force en ce que son caractère universel a sans doute joué pour lui faire gagner en audience, puisqu'il permet de comparer des situations nationales très différentes.

Faiblesse en ce que, justement, les situations sont tellement dissemblables entre Madagascar, le Costa Rica et la France par exemple, qu'on se demande si l'on peut véhiculer une version univoque et aussi universaliste de ce qu'est ce progrès social... Comme si les auteurs n'avaient nullement capitalisé des erreurs du passé des indicateurs de développement humain et de leur inflexion dès 1995 lorsque le PNUD a proposé deux versions de l'IPH (indice de pauvreté humaine) : l'un, IPH-2, pour les pays à revenus élevés, l'autre pour les pays à faibles revenus, IPH-1. Cela permettait notamment de produire du clivage entre les pays riches d'une part, et échappait en partie à un ethnocentrisme (ou occidental-centrisme) fort de l'IDH.

3) L'indicateur composite est l'articulation de plus de 50 variables confirmées par analyse factorielle (cette dernière est aussi retenue pour la pondération des variables dans une même dimension) choix qui a un intérêt : c'est un choix issu d'une méthode statistique plutôt que de l'arbitraire de l'expertise. Mais ne nous y trompons pas : l'analyse factorielle a été nourrie par un certain nombre de variables sélectionnées qui sont entrées dans la « moulinette ». Le choix de ces variables (pourquoi celles-là plutôt que d'autres ?) n'est pas renseigné. Or, nous verrons ci dessous qu'il est crucial.

4) Les principaux membres du réseau qui travaille sur le SPI sont certainement les organismes qui offrent leurs données à la constitution de l'indicateur : L'Institute for Economics and Peace occupe de ce point de vue une place non négligeable. A propos des besoins fondamentaux (basic needs), pour lesquels 6 variables ont été retenues, 5 d'entre elles (soit 83%) proviennent de cet institut. Or le projet de cet institut, même s'il poursuit incontestablement des objectifs de paix dans le monde, est assez clair : faire admettre que la paix est source de business économique : « The outcome of such studies will impact the public agenda by demonstrating the clear relationship that exists between economics, business and peace. Once conclusions about the economic benefits of peace are drawn, it may be possible to transform the world through business-led initiatives, thereby helping to achieve peace and creating the environment that will make future sustainability possible » (Institute for Economic & Peace, 2008, Working Paper « The Study of Industries that Prosper in Peace - the 'Peace Industry' »).

5) Cette remarque est moins vraie pour les deux autres dimensions (« fondations du bien être » et « opportunités ») qui mobilisent pour la première des sources diverses notamment d'organismes internationaux. On citera deux exceptions :

- les données du Yale center for Environmental Law and Politics et son « Environmental Performance Index ».

- celles du « Cingranelle-Richards » Human Right Data project, dont les données ont été préférées à celles du Haut Commissariat des Nations unies pour les droits humains : pourquoi ? (Voir par exemple « Les indicateurs de droits humains » outil de mesure nécessaire ou technicisation des droits » ?<sup>19</sup>)

6) Le fait de recourir à un indicateur de progrès social qui tienne compte aussi pour un mini volet de questions écologiques pose problème en ce sens que ces valeurs sont alors considérées comme parfaitement substituables. Il est vrai qu'on est moins gênés par cette situation du fait que les variables économiques ont été exclues du SPI. Mais il reste que, par exemple, dans cet indicateur, une bonne place du pays dans le classement de Shanghai des universités peut potentiellement compenser... un haut niveau de terreur politique dans ledit pays.

7) Evidemment, l'aspect essentiel porte, à mon avis, sur l'idée suivante : sur le fond, les indicateurs retenus font une part belle :

- aux droits humains individuels **avant** les droits sociaux et la cohésion sociale : **rien** sur les droits sociaux, **rien** sur la protection sociale : 5 variables sur les droits humains, 0 sur la protection sociale

- à la liberté **avant** l'égalité : 5 indicateurs sur la liberté, 0 sur les inégalités

- à l'éducation pour consolider le capital humain, plutôt qu'à l'éducation comme facteur de cohésion sociale et de citoyenneté. Certes l'éducation est aussi présente dans les données de connaissance basique, mais évidemment ces données ne clivent pas les pays riches entre eux car ils sont normalisés sur une échelle hiérarchisant tous les pays. Ex : la « part des enfants scolarisés » a été privilégiée dans le SPI. Or, cela n'indique pas la même chose qu'un indicateur du type : part de celles et ceux qui sortent sans aucun diplôme du système éducatif... (NEETS, retenu pourtant par l'UE).

---

<sup>19</sup> [http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/indicateurs\\_final.pdf](http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/indicateurs_final.pdf)

C'est un projet de progrès pour une société libérale qui est ainsi mis en avant : est-ce le bon ? Est-ce le seul ? Est-il adapté à l'attribution de fonds européens ? C'est au débat public et citoyen d'en décider.

### **Conclusion**

Le SPI est au mieux un indicateur de liberté humaine individuelle, ce qui n'est pas inintéressant. Mais il y a certainement mieux à faire pour mesurer le progrès ou tout au moins la santé sociale. Surtout, adosser des fonds européens sur un indicateur de liberté humaine individuelle serait une réorientation forte des perspectives de l'Union européenne si toutefois ce projet devait aboutir : faire intervenir la perception des individus sur la tolérance religieuse, ou encore la perception des discriminations a-t-il un sens lorsqu'il s'agit d'attribuer des fonds visant à rééquilibrer des inégalités structurelles économiques et sociales entre territoires ?

ANNEXE 1 : LES 52 INDICATEURS (version un peu résumée du fichier accessible en ligne. Ont été surlignés en jaune les indicateurs reposant sur des enquêtes d'opinion, et en vert les indicateurs environnementaux)

Indicator name	Definition
Undernourishment (% of pop.)	The percentage of the population whose food intake is insufficient to meet dietary energy requirements continuously.
Depth of food deficit (calories/undernourished person)	The number of calories needed to lift the undernourished from their status, everything else being constant. The average intensity of food deprivation of the undernourished, estimated as the difference between the average dietary energy requirement and the average dietary energy consumption of the undernourished population (food-deprived), is multiplied by the number of undernourished to provide an estimate of the total food deficit in the country, which is then normalized by the total population.
Maternal mortality rate (deaths/100,000 live births)	The annual number of female deaths from any cause related to or aggravated by pregnancy or its management (excluding accidental or incidental causes) during pregnancy and childbirth or within 42 days of termination of pregnancy, irrespective of the duration and site of the pregnancy, per 100,000 live births.
Child mortality rate (deaths/1,000 live births)	The probability of a child born in a specific year dying before reaching the age of five per 1,000 live births.
Deaths from infectious diseases (deaths/100,000)	Age-standardized mortality rate from deaths caused by tuberculosis, sexually transmitted diseases, HIV/AIDS, diarrhea, pertussis, polio, measles, tetanus, meningitis, hepatitis B, hepatitis C, malaria, trypanosomiasis, Chagas disease, schistosomiasis, leishmaniasis, lymphatic filariasis, onchocerciasis, leprosy, dengue, Japanese encephalitis, trachoma, intestinal infections, and other infectious diseases per 100,000 people.
Access to piped water (% of pop.)	The percentage of the population with a water service pipe connected with in-house plumbing to one or more taps or a piped water connection to a tap placed in the yard or plot outside the house.
Rural access to improved water source	The percentage of the rural population with piped water into dwelling, piped water to yard/plot, public tap or standpipe, tubewell or borehole, protected dug well, protected spring, or rainwater.
Access to improved sanitation facilities (% of pop.)	The percentage of the population with improved sanitation, including flush toilets, piped sewer systems, septic tanks, flush/pour flush to pit latrine, ventilated improved pit latrines (VIP), pit latrine with slab, and composting toilets.
Availability of affordable housing	The percentage of respondents answering satisfied to the question, "In your city or area where you live, are you satisfied or dissatisfied with the availability of good, affordable housing?"
Access to electricity	The percentage of the population with access to electricity.
Quality of electricity supply (1=low; 7=high)	Average response to the question: "In your country, how would you assess the reliability of the electricity supply (lack of interruptions and lack of voltage fluctuations)?" "[1 = not reliable at all; 7 = extremely reliable]
Household air pollution attributable deaths (deaths/100,000)	Age standardized deaths caused from indoor air pollution, including indoor air pollution-derived cases of influenza, pneumococcal pneumonia, H influenzae type B pneumonia, respiratory syncytial virus pneumonia, other lower respiratory infections, trachea, bronchus, and lung cancers, ischemic heart disease, ischemic stroke, hemorrhagic and other non-ischemic stroke, chronic obstructive pulmonary disease, and cataracts per 100,000 people. In the SPI model, data is scaled from 3 (<30 deaths per 100,000 people) to 1 (>100 deaths per 100,000 people).
Homicide rate (1=<2/100,000; 5=>20/100,000)	Number of homicides, defined as death deliberately inflicted on a person by another person, per 100,000 people. Scored on a 1-5 scale:

<b>Level of violent crime (1=low; 5=high)</b>	<b>Evaluation based on the question: "Is violent crime likely to pose a significant problem for government and/or business over the next two years?" Measured on a scale of 1 (strongly no) to 5 (strongly yes).</b>
Perceived criminality (1=low; 5=high)	An assessment of the level of domestic security and the degree to which other citizens can be trusted. Measured on a scale of 1 (majority of other citizens can be trusted) to 5 (very high level of distrust).
Political terror (1=low; 5=high)	The level of political violence and terror that a country experiences based on a 5-level "terror scale":
Traffic deaths (deaths/100,000)	Estimated road traffic fatal injury deaths per 100 000 population.
Adult literacy rate (% of pop. aged 15+)	The percentage of the population aged 15 and above who can, with understanding, read and write a short, simple statement on their everyday life. Literacy also encompasses numeracy, the ability to make simple arithmetic calculations.
Primary school enrollment (% of children)	The ratio of the number of children of the official primary school age who are enrolled in primary school to the total population of official primary school age children.
Lower secondary school enrollment (% of children)	Total enrollment in lower secondary education, regardless of age, expressed as a percentage of the total population of official lower secondary education age. The gross enrollment ratio can exceed 100% due to the inclusion of over-aged and under-aged students because of early or late school entrance and grade repetition. In the SPI model, data are capped at 100.
Upper secondary school enrollment (% of children)	Total enrollment in upper secondary education, regardless of age, expressed as a percentage of the total population of official upper secondary education age. In the SPI model, data are capped at 100.
Gender parity in secondary enrollment	The ratio of girls to boys enrolled at the secondary level in public and private schools. In the SPI model, data are capped at 1.0.
Mobile telephone subscriptions (subscriptions/100 people)	Subscriptions to a public mobile telephone service using cellular technology, including the number of pre-paid SIM cards active during the past three months, expressed as the number of mobile telephone subscriptions per 100 inhabitants. In the SPI model, scores are capped at 100 mobile telephones per 100 people.
Internet users (% of pop.)	The estimated number of Internet users out of the total population, using the Internet from any device (including mobile phones) in the last 12 months.
Press Freedom Index (0=most free; 100=least free)	The degree of freedom that journalists, news organizations, and netizens enjoy in each country, and the efforts made by the authorities to respect and ensure respect for this freedom.
Life expectancy (years)	The number of years a newborn infant would live if prevailing patterns of mortality at the time of its birth were to stay the same throughout its life.
Premature deaths from non-communicable diseases	The probability of dying between the ages 30 and 70 from cardiovascular disease, cancer, diabetes, or chronic respiratory disease.
Obesity rate (% of pop.)	The percentage of the population with a body mass index (BMI) of 30 kg/m <sup>2</sup> or higher (age-standardized estimate), both sexes.
<b>Outdoor air pollution attributable deaths (deaths/100,000)</b>	<b>The number of deaths resulting from emissions from industrial activity, households, cars and trucks, expressed as the rate per 100,000 people.</b>



Suicide rate (deaths/100,000)	Mortality due to self-inflicted injury, per 100,000 people, age adjusted.
Greenhouse gas emissions (CO <sub>2</sub> equivalents per GDP)	Emissions of carbon dioxide (CO <sub>2</sub> ), methane (CH <sub>4</sub> ), nitrous oxide (N <sub>2</sub> O), hydrofluorocarbons (HFCs), perfluorocarbons (PFCs), and sulfur hexafluoride (SF <sub>6</sub> ) expressed in CO <sub>2</sub> equivalents using 100 year global warming potentials found in the Intergovernmental Panel on Climate Change Second Assessment Report per GDP-PPP. In the SPI model, data is scaled from 0 to 4.
Water withdrawals as a percentage of resources	Baseline water stress or the ratio of total annual water withdrawals to total available annual renewable supply, scaled from 0 to 5.
Biodiversity and habitat (0=no protection; 100=high protection)	The protection of terrestrial and marine areas as well as threatened or endangered species, comprising Critical Habitat Protection, Terrestrial Protected Areas (National Biome Weight), Terrestrial Protected Areas (Global Biome Weight), and Marine Protected Areas, scaled from 0 (no protection) to 100 (high protection).
Political rights (1=full rights; 7=no rights)	An evaluation of three subcategories of political rights: electoral process, political pluralism and participation, and functioning of government on a scale from 1 (full political rights) to 7 (no political rights).
Freedom of speech (0=low; 2=high)	The extent to which freedoms of speech and press are affected by government censorship, including ownership of media outlets, measured on a scale of 0 (government censorship of the media was complete) to 2 (no government censorship of the media in a given year).
Freedom of assembly/association (0=low; 2=high)	The extent to which freedoms of assembly and association are subject to actual governmental limitations or restrictions (as opposed to strictly legal protections), measured on a scale of 0 (rights severely restricted or denied completely to all citizens) to 2 (rights virtually unrestricted and freely enjoyed by practically all citizens).
Freedom of movement (0=low; 4=high)	The sum of the two following variables: Freedom of Foreign Movement: Citizens' freedom to leave and return to their country, measured on a scale of 0 (freedom was severely restricted) to 2 (unrestricted freedom of foreign movement). Freedom of Domestic Movement: Citizens' freedom to travel within their own country, measured on a scale of 0 (freedom was severely restricted) to 2 (unrestricted freedom of domestic movement).
Private property rights (0=none; 100=full)	The degree to which a country's laws protect private property rights and the degree to which its government enforces those laws, measured on a scale of 0 (private property is outlawed, all property belongs to the state; people do not have the right to sue others and do not have access to the courts; corruption is endemic) to 100 (private property is guaranteed by the government; the court system enforces contracts efficiently and quickly; the justice system punishes those who unlawfully confiscate private property; there is no corruption or expropriation).
Freedom over life choices (% satisfied)	The percentage of respondents answering satisfied to the question, "Are you satisfied or dissatisfied with your freedom to choose what you do with your life?"
Freedom of religion (1=low; 4=high)	A combined measure of 20 types of restrictions, including efforts by governments to ban particular faiths, prohibit conversions, limit preaching or give preferential treatment to one or more religious groups. In the SPI model, scores range from 1 (low freedom) to 4 (very high freedom).
Early marriage	The percentage of women married between 15-19 years of age.
Satisfied demand for contraception (% of women)	The percentage of total demand for family planning among married or in-union women aged 15 to 49 that is satisfied with modern methods.
Corruption (0=high; 100=low)	The perceived level of public sector corruption based on expert opinion, measured on a scale from 0 (highly corrupt) to 100 (very clean).

Tolerance for immigrants (0=low; 100=high)	The percentage of respondents answering yes to the question, "Is the city or area where you live a good place or not a good place to live for immigrants from other countries?"
Tolerance for homosexuals (0=low; 100=high)	The percentage of respondents answering yes to the question, "Is the city or area where you live a good place or not a good place to live for gay or lesbian people?"
Discrimination and violence against minorities (0=low; 10=high)	Group Grievance indicator. Discrimination, powerlessness, ethnic violence, communal violence, sectarian violence, and religious violence, measured on a scale on 0 (low pressures) to 10 (very high pressures).
Religious tolerance (1=low; 4=high)	A measure of 13 types of religious hostility by private individuals, organizations or groups in society, including religion-related armed conflict or terrorism, mob or sectarian violence, harassment over attire for religious reasons or other religion-related intimidation or abuse. In the SPI model, scores range from 1 (low) to 4 (very high).
Community safety net (0=low; 100=high)	The percentage of respondents answering yes to the question, "If you were in trouble, do you have relatives or friends you can count on to help you whenever you need them, or not?"
Years of tertiary schooling	The average years of tertiary education completed among people over age 25.
Women's average years in school	The average number of years of school attended by women between 25 and 34 years old, including primary, secondary and tertiary education.
Inequality in the attainment of education (0=low; 1=high)	The loss in potential education due to inequality, calculated as the percentage difference between the Human Development Index Education Index, which comprises mean years of schooling and expected years of schooling, and the Inequality-adjusted Education Index.
Number of globally ranked universities (0=none; 5= >50)	The number of universities ranked on any of the three most widely used international university rankings, measured on a scale from 0 (no ranked universities) to 5 (more than 50 ranked universities).

ANNEXE 2 : les pays en tête du classement selon le SPI

RANK	COUNTRY	SCORE	GDP PER CAPITA PPP
<b>VERY HIGH SOCIAL PROGRESS</b>			
1	Norway	88.36	\$62,448
2	Sweden	88.06	\$43,741
3	Switzerland	87.97	\$54,697
4	Iceland	87.62	\$41,250
5	New Zealand	87.08	\$32,808
6	Canada	86.89	\$41,894
7	Finland	86.75	\$38,846
8	Denmark	86.63	\$41,991
9	Netherlands	86.50	\$44,945
10	Australia	86.42	\$42,831
<b>HIGH SOCIAL PROGRESS</b>			
11	United Kingdom	84.68	\$37,017
12	Ireland	84.66	\$44,931
13	Austria	84.45	\$44,376
14	Germany	84.04	\$43,207
15	Japan	83.15	\$35,614
16	United States	82.85	\$51,340
17	Belgium	82.83	\$40,607
18	Portugal	81.91	\$25,596
19	Slovenia	81.62	\$27,576
20	Spain	81.17	\$31,596
21	France	80.82	\$37,154
22	Czech Republic	80.59	\$27,959
23	Estonia	80.49	\$25,132
24	Uruguay	79.21	\$18,966
25	Slovakia	78.45	\$26,263
26	Chile	78.29	\$21,714
27	Poland	77.98	\$22,877
28	Costa Rica	77.88	\$13,431
29	Korea, Republic of	77.70	\$32,708
30	Cyprus	77.45	\$27,394
31	Italy	77.38	\$34,167

ANNEXE 3 : le SPI et l'indice de Gini des inégalités de revenu  
Lecture : ici, la graduation de l'axe horizontal est inversée, de sorte que les pays les plus égalitaires (Gini faible) se trouvent à droite.

Figure 5.1 / Social Progress Index and Dimension Scores vs. Gini Coefficient



